



HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

5, Avenue du Stade de France - 93 218 Saint-Denis La Plaine Cedex

Tél. 01.55.93.70.00

N°SIRET : 110 000 445 00020 - Code APE : 8411Z

Marché N°2024-38

Réalisation d'enquêtes et études pour le compte de la HAS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Mode de passation : La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comprend 20 pages numérotées de 1 à 20.

Sommaire

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT | 4 |
| 1.1. Identification du pouvoir adjudicateur | 4 |
| 1.2. Point de contact | 4 |
| ARTICLE 2 - MISSIONS | 4 |
| ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT | 5 |
| ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHE | 5 |
| 5.1. Forme | 5 |
| 5.2. Prix..... | 5 |
| ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 7 - PIECES CONTRACTUELLES | 6 |
| ARTICLE 8 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES | 6 |
| ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES..... | 6 |
| 9.1. Relations entre les parties | 6 |
| 9.2. Obligation de reporting | 7 |
| 9.3. Obligations du Titulaire | 7 |
| 9.3.1. – Obligation d’information | 7 |
| 9.3.2. – Conseils | 7 |
| 9.4. Obligations de la HAS..... | 9 |
| ARTICLE 10 - PROTECTION DES DONNEES | 9 |
| ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE | 10 |
| 11.1. Régime des connaissances antérieures | 10 |
| 11.2. Régime des résultats | 10 |
| ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 11 |
| ARTICLE 13 - LIEU D’EXECUTION DU MARCHE | 11 |
| ARTICLE 14 - PRIX | 11 |
| 14.1. Généralités | 11 |
| 14.2. Forme des prix | 12 |
| 14.3. Révisions | 12 |
| ARTICLE 15 - PROCÉDURE DE COMMANDE..... | 13 |
| 15.1. Définition du bon de commande | 13 |
| 15.2. Demande de devis..... | 13 |
| 15.3. Émission des bons de commande..... | 13 |
| 15.4. Contenu des bons de commande..... | 14 |
| ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT | 14 |
| 16.1. Avance | 14 |
| 16.2. Acomptes | 15 |
| 16.3. Paiement..... | 15 |

| | |
|--|----|
| 16.4. Remise des factures | 15 |
| 16.5. Délai de paiement..... | 15 |
| 16.6. Intérêts moratoires..... | 16 |
| 16.7. Renseignements d'ordre comptable..... | 16 |
| ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE..... | 16 |
| 17.1. Conditions de la sous-traitance | 16 |
| 17.2. Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance | 16 |
| 17.3. Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement..... | 16 |
| 17.3.1. Demande de sous-traitance | 16 |
| 17.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées | 17 |
| 17.3.3. Paiement de la sous-traitance | 17 |
| ARTICLE 18 - PENALITES..... | 17 |
| 18.1. Généralités | 17 |
| 18.2. Pénalités pour retard | 17 |
| 18.3. Pénalité pour document non transmis | 18 |
| 18.4. Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé..... | 18 |
| 18.5. Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance | 18 |
| ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE..... | 18 |
| ARTICLE 20 - DISPOSITIF DE VIGILANCE | 18 |
| ARTICLE 21 - ASSURANCES | 18 |
| ARTICLE 22 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 19 |
| ARTICLE 23 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE | 19 |
| ARTICLE 24 - RESILIATION | 19 |
| ARTICLE 25 - LITIGES..... | 19 |
| 25.1. Règlement amiable..... | 19 |
| 25.2. Procédure contentieuse..... | 19 |
| ARTICLE 26 - DEVELOPPEMENT DURABLE | 20 |
| ARTICLE 27 - REFERENCES COMMERCIALES | 20 |
| ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG-PI | 20 |

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

Haute autorité de santé (HAS)
Autorité publique indépendante à caractère scientifique
5, Avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis La Plaine Cedex
N° SIRET : 110 000 445 00020 Code APE : 8 411 Z
Téléphone : 01.55.93.70.00
Adresse Internet : www.has-sante.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur : le président du collège de la Haute autorité de santé.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du Code de la commande publique : le président du collège de la Haute autorité de santé.

Comptable assignataire chargé des paiements : l'Agent comptable de la Haute autorité de santé.

1.2. Point de contact

Haute autorité de santé
Pôle Achats et Marchés Publics
Téléphone : 01.55.93.70.50
Courrier électronique : marche.public@has-sante.fr
Adresse du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Ci-après dénommée « la HAS ».

ARTICLE 2 - MISSIONS

La Haute Autorité de santé (HAS) est une autorité publique indépendante à caractère scientifique, créée par la loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance maladie.

La HAS développe la qualité dans le champ sanitaire, social et médico-social. Elle travaille aux côtés des pouvoirs publics dont elle éclaire les décisions, avec des professionnels pour optimiser leurs pratiques et leurs organisations, et au bénéfice des usagers pour renforcer leurs capacités à faire leurs choix.

Elle a trois missions principales :

- **Évaluer** les médicaments, dispositifs médicaux et actes professionnels en vue de leur remboursement,
- **Recommander** les bonnes pratiques professionnelles, élaborer des recommandations vaccinales et de santé publique,
- **Mesurer et améliorer** la qualité dans les hôpitaux, cliniques, en médecine de ville, et dans les structures sociales et médico-sociales.

La HAS exerce son activité dans le respect de trois valeurs : la **rigueur scientifique**, l'**indépendance** et la **transparence**.

Elle coopère avec tous les acteurs au service de l'intérêt collectif et de chaque citoyen et porte les valeurs de solidarité et d'équité du système de santé.

Organisation

- Un Collège de huit membres, dont un président, le Professeur Lionel Collet
- Des commissions spécialisées
- Des services répartis en cinq directions opérationnelles
- 481 collaborateurs

- 1 638 experts externes
- 76,15 M€ de budget exécuté en 2024.

Pour de plus amples détails concernant les missions, les productions et l'actualité de la HAS, consulter le site Internet www.has-sante.fr

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'enquêtes et d'études pouvant être qualitatives et/ou quantitatives, auprès du grand public intégrant les sous-populations du grand public et de toutes populations spécifiques, afin d'éclairer certaines activités.

Le détail des prestations est précisé dans le cahier des charges technique et particulière (CCTP).

Différentes enquêtes et études pourront être demandées à l'occasion du présent accord-cadre :

- Des études qualitatives : par réunions de groupes ou par entretiens individuels ;
- Des enquêtes quantitatives : en ligne ou par téléphone, pouvant être omnibus ;
- Des analyses de données issues des consultations ou enquêtes en ligne réalisées par la HAS ;
- Des études à la fois qualitatives et quantitatives, pouvant être omnibus.

Les études concernant les sites Web et les réseaux sociaux sont exclus du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloté car la consultation répond à des besoins non-dissociables compte tenu des liens étroits entre les différentes prestations attendues. Les prestations sont étroitement liées les unes aux autres.

ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1. *Forme*

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Aucune tranche n'est prévue au présent marché.

5.2. *Prix*

Le marché est conclu à part à commandes uniquement. Les prix sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU - annexe 1 à l'acte d'engagement).

La part relative aux bons de commandes est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 800.000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification.

A la date anniversaire du marché, la durée pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois, soit une durée totale de 48 mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, la HAS notifie une décision expresse de non-reconduction au Titulaire au moins 1 mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non-reconduction, le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLE 7 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (**AE**) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (**BPU**) ;
- Le cas échéant, la déclaration d'acceptation du ou des sous-traitants ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP**) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP**) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (**CCAG-PI**),
- Le **mémoire technique** du Titulaire remise à l'appui de son offre.

Le détail quantitatif estimatif (DQE) annexe n°2 de l'AE n'est pas une pièce contractuelle, ne servant qu'à la comparaison des offres.

Toute clause portée dans l'offre technique et financière du Titulaire, contraire aux dispositions des contenues dans les pièces mentionnées ci-dessous, est réputée non écrite.

Le CCAG-PI bien que non joint, est réputé connu et accepté sans réserve par le Titulaire.

Les documents originaux sont conservés dans les archives de la HAS et font seuls foi.

ARTICLE 8 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application des articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du Code de la commande publique, à des modifications du marché public dont le montant cumulé, conformément à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, ne doit pas dépasser 50% du montant du marché initial.

La HAS se réserve la possibilité de procéder, en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, à des modifications non substantielles du marché, quel qu'en soit le montant.

La HAS se réserve également la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le présent marché, tel que prévu à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Dans les circonstances normales d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est astreint à une obligation de résultat. Il garantit à la HAS que les prestations objet de l'accord-cadre lui seront bien offertes dans les délais impartis, dans les conditions décrites.

9.1. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne nommément, au sein de son personnel, une personne chargée des relations avec la HAS, et de son remplaçant en cas d'absence de celui-ci, parlant français, chargés de la gestion, du suivi et de l'assistance (cf. fiche coordonnées interlocuteur).

Cet interlocuteur est chargé de la coordination avec les différentes équipes de la HAS commanditaires de prestations, ainsi que du contrôle de la bonne exécution des prestations.

9.2. Obligation de reporting

Chaque fin d'année civile ou date anniversaire du présent accord-cadre, le Titulaire fournit à la HAS toutes les informations liées à l'exécution des prestations dans un reporting notamment les éléments suivants :

- Tous les éléments demandés à l'article 26 du présent CCAP relatif au respect des engagements et obligations environnementaux ;
- Le nombre et la liste des opérations d'enquêtes et d'études menées ;
- Le coût de chacune des opérations.

La non-transmission des documents attendus fait l'objet de pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent CCAP.

9.3. Obligations du Titulaire

9.3.1. – Obligation d'information

Le Titulaire s'engage à informer sans délai la HAS de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage notamment à informer immédiatement la HAS de toute procédure qui entraînerait :

- une modification du personnel intervenant,
- une modification dans les méthodes et la déontologie de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du Titulaire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Dans le cas où ces informations ne lui auraient pas été transmises, la HAS peut résilier l'accord-cadre, sans préavis, ni indemnités.

Si le Titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe la HAS pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le Titulaire reste seul responsable :

- du respect des clauses du présent accord-cadre ;
- de la qualité technique des prestations réalisées.

9.3.2. – Conseils

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel spécialiste du domaine objet de l'accord-cadre, donnera à la HAS tous conseils et informations utiles, lui adressera toute mise en garde sur les risques de toute nature liée à l'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil à l'égard de la HAS.

Le Titulaire s'engage à conseiller la HAS, dans le cas où elle émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution.

9.3.3. – Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le Titulaire du marché assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public, par ses salariés, intervenants, prestataires et

sous-traitants, lorsqu'ils exécutent des activités prévues au présent marché auprès des personnes interrogées lors des enquêtes et études.

En premier lieu, ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des échanges avec les personnes interrogées, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les personnes interrogées.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des personnes interrogées.

Le Titulaire du marché informe sans délai la HAS de tout manquement aux obligations d'égalité, de laïcité et neutralité lors des activités réalisées dans le cadre du présent marché, qu'il aurait constaté ou qui aurait été signalé à lui-même ou à ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants, par des usagers ou tout autre personne. Il rend compte également, dans un délai de trois mois, des mesures d'investigation et de contrôle, ainsi que les mesures préventives et correctives prises.

La HAS informe le Titulaire du marché de tout manquement aux obligations d'égalité, de laïcité et neutralité lors des activités réalisées dans le cadre du présent marché, qui lui aurait été signalé, afin qu'il prenne les mesures appropriées d'investigation et de contrôle, ainsi que les mesures préventives et correctives nécessaires. Le Titulaire rend compte des actions effectuées dans un délai de trois mois.

9.3.4. – Confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations qui lui sont communiquées pour la bonne exécution de l'accord-cadre.

Il prend toutes dispositions pour éviter que ne soient divulguées les informations qui lui sont confiées. En cas de non-respect de cette clause, la HAS peut résilier de plein droit aux torts du Titulaire, sans indemnité ni mise en demeure le présent accord-cadre.

De plus, toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité au cours d'un projet est passible de la mise en jeu de la responsabilité civile et pénale du Titulaire.

Cette obligation s'impose également au personnel du Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, toutes les informations et données communiquées de la HAS et du Titulaire, par écrit ou oralement, sont confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer directement ou indirectement à des tiers des informations relatives à l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance.

Le Titulaire s'engage à garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées, ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

L'engagement de confidentialité est exigible pendant toute la durée contractuelle et 5 ans suivant le terme de de l'accord-cadre.

Les données contenues dans les supports et documents de la HAS sont strictement couvertes par le secret professionnel et le secret industriel et commercial (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 34 de la Loi informatique et libertés modifiée, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne réaliser aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent accord-cadre, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à l'accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations recueillies et des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent accord-cadre ;
- Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels, informatisés ou sonores stockant les informations saisies.

La HAS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

La HAS pourra prononcer la résiliation immédiate du présent accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel et du secret industriel et commercial ou de non-respect des dispositions précitées.

9.4. Obligations de la HAS

Dès la notification du marché, la HAS désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

ARTICLE 10 - PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Titulaire agit en tant que responsable de traitement distinct pour les études qu'il réalise.

Dans le cadre de ses obligations en tant que responsable de traitement, le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection et au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD et de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après, « la loi Informatique et Libertés »).

Tout traitement réalisé par le Titulaire relève de sa responsabilité et la responsabilité de la HAS ne pourra pas être engagée. À ce titre, le Titulaire s'assure :

- de traiter de manière licite, loyale et transparente les données à caractère personnel des personnes concernées
- que les personnes concernées auront été informées des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre les concernant conformément aux dispositions des articles 12 à 14 du RGPD
- le cas échéant, de réaliser des analyses d'impact sur la protection des données conformément aux lignes directrices concernant l'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) et la manière de déterminer si le traitement est «susceptible d'engendrer un risque élevé» aux fins du règlement (UE) 2016/679 du G 29 (WP 248 rev.01)
- le cas échéant conformément aux obligations de formalités préalables imposées à la section 3, du chapitre III du Titre II de la loi Informatique et Libertés pour les études réalisées dans le domaine de la santé sur des données de santé.

ARTICLE 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sauf dérogations, les dispositions du CCAG-PI sont applicables.

La HAS et le Titulaire du marché conservent chacun la propriété des droits de propriété intellectuelle qu'ils détenaient en amont du présent marché.

11.1. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 32.2 du CCAG-PI, « *les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché* ».

En vertu de l'article 32.3 du CCAG-PI, « *les connaissances antérieures standards désignent quant à elles les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard* ».

La HAS et le Titulaire du marché conservent chacun la propriété de tout droit portant sur des connaissances antérieures qu'il détenait avant la conclusion du présent marché. Le Titulaire a l'obligation d'identifier dans son offre les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qu'il détient ainsi que celles qu'il envisage d'utiliser.

Dès lors que le Titulaire incorpore des connaissances antérieures (standards ou non) dans les résultats, il autorise la HAS à les utiliser autant que de besoin, sans limitation de durée ou de territoire dès lors que cette utilisation est liée à l'exploitation directe des résultats.

11.2. Régime des résultats

En application de l'article 32.1 du CCAG-PI, « *les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, les dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché* ».

Ainsi, sont qualifiés de résultats les livrables produits par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché (notes de synthèse, présentations, questionnaires, échantillons, données brutes, données brutes anonymisées, etc.).

En l'absence d'identification expresse par la HAS ou le Titulaire d'un élément comme constituant une connaissance antérieure (standard ou non), cet élément est réputé être un résultat.

Les résultats sont cédés à titre exclusif par le Titulaire à la HAS pour les besoins et finalités décrits dans le présent document. Cette cession est consentie pour le territoire français et sans limitation de durée.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la HAS dispose de 7 jours ouvrés maximum après réception des livrables pour constater la bonne exécution ou non de la prestation. A l'issue des opérations de vérification, la HAS peut prendre une décision écrite expresse de réception, ajournement, réception avec réfaction ou rejet des prestations, qui est notifiée au Titulaire.

Réception : La HAS prononce la réception des prestations si celles-ci correspondent aux stipulations du marché d'une part, et si l'ensemble des livrables prévus à chaque étape a bien été réalisé d'autre part. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

Ajournement : La HAS peut prendre une décision d'ajournement dans l'hypothèse où elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point notamment, dans un délai de 48 heures, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI.

Réfaction : Lorsqu'une prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, la HAS peut l'admettre avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 29.3 du CCAG-PI.

Rejet : La HAS peut enfin décider de rejeter ces prestations. La décision de rejet doit être motivée. Si la HAS ne notifie pas sa décision dans le délai qui lui est imparti, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

ARTICLE 13 - LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations faisant l'objet du marché seront exécutées dans les locaux du titulaire et de la HAS dont l'adresse est la suivante :

HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ
Immeuble du Green Corner
5, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis-La Plaine Cedex

ARTICLE 14 - PRIX

14.1. Généralités

L'unité monétaire applicable au présent marché alloti est l'Euro (€).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations y compris notamment les éventuels frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

14.2. Forme des prix

Pour les prestations conclues à prix unitaires, celles-ci sont rémunérées par l'application des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU - annexe 1 à l'acte d'engagement).

La part relative aux bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 800.000€ HT sur toute la durée du marché, reconductions comprises.

La part à commandes est destinée à rémunérer les prestations susceptibles d'être commandées par la HAS, tout au long de l'exécution du présent marché. Ces prestations précisées au CCTP donneront lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de la HAS. Elles seront rémunérées, en fonction de la nature des prestations commandées, sur la base des prix unitaires contenus dans le bordereau des prix unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

14.3. Révisions

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisibles tous les ans, à la date anniversaire du marché et sous réserve de reconduction(s) de celui-ci selon la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision au mois n.
- Index (I_n) : Valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (I_0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision annuelle est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base du dernier indice connu à la date de révision. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'indice de référence - INSEE – est « **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 73.20 – Services d'études de marché et de sondages – Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes** » – Identifiant 010766445

Les calculs seront effectués avec deux chiffres après la virgule pour le coefficient de révision.

Les prix révisibles ne sont pas applicables aux commandes passées préalablement avant la date anniversaire du marché.

Modalités de mise en œuvre des révisions :

Le Titulaire transmet à la personne publique (Pôle Achats et Marchés Publics) deux mois avant la date anniversaire du marché, les nouveaux prix applicables.

La révision se fait prix par prix.

Le Titulaire fournit à la HAS toute justification utile à l'appui de sa demande.

La personne publique informe le Titulaire, dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa demande, de l'acceptation ou non de la révision.

En cas de Titulaire extérieur à la « zone Euro », il est précisé qu'aucune révision pour cause de variation de change n'est admise.

En cas d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché.

Les formules de révision sont plafonnées chacune à une augmentation de 5% par an.

Une augmentation supérieure à 5% issue de l'application des formules de révision ne pourra s'appliquer qu'en cas de circonstances exceptionnelles dûment attestées par le Titulaire, par conclusion d'un avenant entre les parties.

À la suite d'une révision des prix à la hausse, en cas de baisse de l'indice de référence constatée lors d'une échéance ultérieure, les prix sont révisés de plein droit par la HAS, qui en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché. La révision à la baisse ne peut toutefois conduire à des prix inférieurs aux prix contractuels initiaux.

ARTICLE 15 - PROCÉDURE DE COMMANDE

15.1. Définition du bon de commande

Par bon de commandes, on entend toute commande de prestations, adressée au Titulaire avec indication du service utilisateur et signée d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont la Secrétaire générale, le responsable du service des finances, des achats et de la logistique (SFAL) et son adjointe, le responsable du service prescripteur et son adjoint(e) ou toute autre personne dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Toute modification de la liste au cours de l'exécution du marché fera l'objet d'une décision notifiée au Titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.2. Demande de devis

Les prestations fixées « sur devis » dans le bordereau des prix unitaires, feront l'objet d'une demande de devis adressée au Titulaire par la HAS.

La demande de devis sera adressée au Titulaire par voie électronique au référent unique désigné par le Titulaire dans son offre lors de la mise en concurrence, accompagnée de toutes informations nécessaires permettant au Titulaire de déterminer précisément la prestation à réaliser.

Le Titulaire s'engage à répondre dans un délai de **2 jours ouvrés maximum**, sauf délai spécifique fixé ou accepté par la HAS, par mail, à toute demande de devis formulée par la HAS. La réponse doit préciser le descriptif des prestations fournies, les délais de réalisation (si ceux-ci ne sont pas fixés dans le CCTP) et les coûts associés.

Une absence de réponse dans le délai requis pourra entraîner l'application de la pénalité de retard prévue au présent CCAP.

En cas d'acceptation du devis par la HAS, les prix nouveaux ainsi arrêtés dans le devis sont rendus contractuels et intégrés au BPU sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

15.3. Émission des bons de commande

Pour l'exécution de toute prestation, la HAS établit un bon de commande, et l'adresse au Titulaire, une fois revêtu de la signature de l'une des personnes mentionnées à l'article 15.1.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

La communication du bon de commande au Titulaire est effectuée par tout moyen permettant d'en accuser réception à date certaine (courrier ou courriel).

Une fois que la HAS a notifié le bon de commande, le Titulaire exécute les prestations correspondantes.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quelle que soit la date de réalisation de la prestation. La HAS ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Pour le présent marché, la durée d'exécution ne pourra s'étendre au-delà de 6 mois à compter de la date de fin de validité du marché.

15.4. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- La référence au présent marché ;
- La ou les prestations commandées sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cas échéant les références du devis ;
- La date et le lieu d'exécution ;
- Les quantités commandées ;
- Les délais d'exécution ;
- Le(s) prix contractuel(s) unitaire(s) H.T. de la prestation ;
- Le décompte en valeur hors taxes de l'ensemble de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la commande.

ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Avance

L'option B du CCAG-PI est applicable aux conditions de versement de l'avance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'avance est prévue aux articles L. 2191-2 et suivants du Code de la commande publique.

Il s'agit du versement d'une partie du montant d'un marché public au Titulaire de ce marché avant tout commencement d'exécution de ses prestations pour lui permettre de faire face aux premières dépenses du marché.

Les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

En application de l'article R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande émis.

Le Titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance.

Pour rappel :

Pour les prestations conclues à prix unitaires :

En vertu de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, les prestations du présent marché exécutées à bons de commande ouvrent droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Dans le cas où la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande en cause.

Si la durée d'exécution du bon de commande émis est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à un taux fixé à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande, divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Pour les prestations conclues à prix forfaitaire :

Selon l'article R2191-3 du Code de la commande publique, l'acheteur ne peut accorder une avance au Titulaire d'un marché que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément à l'article R 2151-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% du montant forfaitaire initial toutes taxes comprises de la première année du marché.

16.2. Acomptes

A la demande du titulaire, des acomptes pourront être versés.

Cet acompte est transmis au pouvoir adjudicateur pour validation puis mandatement par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG-PI, le montant de chaque acompte est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

L'acompte est exigible après la date d'admission de la prestation. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le montant de l'acompte demandé, compte tenu des appréciations qu'il sera amené à formuler sur l'avancement des prestations.

Conformément à l'article L.2191-4 du code de la commande publique, le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

16.3. Paiement

Le paiement des prestations relevant de la part à commandes s'effectue après admission desdites prestations, et sur présentation de la facture après établissement du service fait.

16.4. Remise des factures

Pour information, depuis le 1^{er} janvier 2020, tous les fournisseurs doivent adresser leurs factures à une structure publique de façon dématérialisée, en se connectant au portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr).

Ce portail, en plus de permettre l'envoi de factures dématérialisées, permet de suivre l'avancement de leur traitement. Ce service est entièrement gratuit et a pour objectif, entre autres, la réduction des coûts, le raccourcissement des délais de paiement et la sécurisation des échanges.

Pour rappel, le numéro SIRET de la HAS est : 110 000 445 00020.

16.5. Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans le délai maximum de 30 jours.

La HAS procède au paiement à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de remise de la facture,
- Date d'admission des prestations.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur fait mandater les sommes qu'il a admises dans le délai susvisé, le complément étant mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige qui peut en résulter.

16.6. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai selon les textes en vigueur.

16.7. Renseignements d'ordre comptable

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la HAS.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de la HAS (même adresse).

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus dans le Code de la commande publique est le Président de la HAS, représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE

17.1. Conditions de la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Le Titulaire ne peut qu'en sous-traiter partiellement l'exécution à condition d'avoir obtenu de la HAS l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire doit, en outre, exécuter avec sa propre main-d'œuvre, une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

Le Titulaire pourra avoir recours aux sous-traitants sous réserve de respecter les dispositions du code de la commande publique complétées par l'article 3.6 du CCAG-PI.

Au regard des termes de la Loi, quelle que soit la nature des intervenants sous-traitants (fournisseurs de services, éditeurs...), aucun lien contractuel ne sera établi entre la HAS et les éventuels sous-traitants.

Au cas où il serait constaté que les moyens affectés par le Titulaire sont insuffisants au regard des obligations qu'il a contracté, le Titulaire s'oblige à y remédier sans délai.

17.2. Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste tenu envers la HAS de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Le Titulaire reste engagé à une obligation de résultat même en cas de sous-traitance.

17.3. Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

17.3.1. Demande de sous-traitance

Dans le cas où le Titulaire entend recourir à la sous-traitance, il fournit au coordonnateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Le Titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un « acte spécial de sous-traitance » signé des deux parties. L'acte de sous-traitance doit parvenir à la HAS deux semaines au plus tard avant le début de l'exécution de la partie du marché par le sous-traitant.

Les sous-traitants connus au moment de la remise de l'offre devront être déclarés à la remise de l'offre. Ceux qui pourraient apparaître en cours de réalisation des prestations devront être déclarés au fur et à mesure et préalablement à leur intervention.

Le sous-traitant ne pourra commencer sa mission qu'après acceptation écrite expresse de la HAS.

17.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées

Dans le cas où le Titulaire du marché souhaite modifier le volume de prestations confiées à son sous-traitant régulièrement accepté, il tient ce dernier informé de cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception. L'acceptation de cette modification est alors constatée par un « acte spécial de sous-traitance modificatif ».

17.3.3. Paiement de la sous-traitance

La HAS étant soumise aux dispositions du code de la commande publique relative à la sous-traitance, le sous-traitant direct du Titulaire du marché (sous-traitant dit de premier rang) qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution sous réserve que le montant des prestations sous traitées soit supérieur à 600€ TTC.

Le cas échéant, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

ARTICLE 18 - PENALITES

18.1. Généralités

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent marché peut donner lieu à pénalisation.

Les pénalités prévues par le présent article ne présentent pas un caractère libératoire.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution du marché peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent marché ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages intérêts.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

Le montant des pénalités vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché, indépendamment du recours direct de la HAS en cas d'insuffisance des sommes dues. Les pénalités seront calculées sur le montant toutes taxes comprises des prestations du marché.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

18.2. Pénalités pour retard

Concernant les prestations faisant l'objet du présent marché, une pénalité de 100 € TTC par jour sera appliquée pour toute remise des livrables postérieurement aux délais définis dans le présent cahier des charges administratives particulières (CCAP) et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ou, à défaut, dans le bon de commande ou le devis concerné.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

18.3. Pénalité pour document non transmis

En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action environnementale du Titulaire (notamment les justificatifs mentionnés aux articles 9.2 et 26 du présent document), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par jour ouvrés de retard.

18.4. Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues aux articles 20 du présent CCAP, une pénalité de 100 euros TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire dans la limite des amendes prévues par les articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail et de 10% du montant du marché.

18.5. Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurances prévue à l'article 21 du présent CCAP, une pénalité de 50 € TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE

Les personnels employés par le Titulaire sont employés sous sa seule responsabilité, sans que la HAS puisse en aucun cas s'impliquer ni être impliquée dans leur recrutement ou leur gestion, étant rappelé que le Titulaire fait son affaire personnelle de l'intégralité des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'objet du présent marché.

Conformément aux articles L.324-14 et R.324-1 et suivants du Code du travail, le Titulaire déclare expressément à la HAS qu'il a respecté et respectera les obligations issues du Code du travail et garantit que ni lui, ni ses cotraitants, sous-traitants et/ou fournisseurs n'a recours au travail dissimulé.

ARTICLE 20 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la HAS, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-PI.

ARTICLE 21 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra remettre à la HAS une attestation de la police d'assurance souscrite par le Titulaire auprès d'une

compagnie notoirement solvable couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 22 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, la HAS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 23 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE

Le droit applicable est le droit français.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les documents, documentations, livrables et les correspondances relatives au marché et les factures seront rédigées en français. Le cas échéant la HAS peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

ARTICLE 24 - RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions et selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG-PI.

La résiliation du marché pourra être prononcée aux frais et risques du Titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute.

Lorsque la HAS décide d'arrêter l'exécution des prestations en application des motifs prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché est résilié sans ouvrir droit à indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 25 - LITIGES

25.1. Règlement amiable

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

25.2. Procédure contentieuse

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil).

Il est rappelé que la loi française est seule applicable. En cas de Titulaire étranger, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 26 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la réalisation de ses prestations, le Titulaire s'engage à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le Titulaire s'engage en particulier à :

- ❖ mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter,
- ❖ communiquer annuellement, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de la HAS.

A défaut, le Titulaire communique :

- ❖ Le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - Dans le cas où cela est disponible, le dernier Bilan carbone réalisé accompagné d'une note méthodologique présentant les postes d'émission considérés),
 - Dans le cas où le titulaire y est soumis, son dernier BEGES (Bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L.229-25 du code de l'environnement.
- ❖ Le volume total des prestations réalisées pour la HAS, **en pourcentage (%)**, rapporté à l'ensemble de ses activités pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES).

Le Titulaire est invité à porter à la connaissance de la HAS ses éventuelles labellisations environnementales en lien avec l'objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que ces labellisations constituent un niveau d'exigences renforcé en matière de performance environnementale.

Ces éléments susmentionnés sont à communiquer **au plus tard à la fin de chaque année civile ou à la date anniversaire de l'accord-cadre** à la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets, le Titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article 18 du CCAP.

ARTICLE 27 - REFERENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom de la HAS ou tout autre signe distinctif lui appartenant à titre de référence commerciale qu'après avoir obtenu l'accord express, préalable et écrit de la HAS.

ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

| Article du CCAP | Article CCAG-PI |
|-----------------|-----------------|
| 7 | 4.1 |
| 12 | 28.2 |
| 12 | 29.2.1 |
| 28.2 | 14 |